

Habiter un lieu, un espace, un corps, une géographie, ce n'est pas seulement s'y installer. C'est choisir une modalité d'établissement, un mode d'occupation et de déploiement, le type de rapports que l'on entretient avec l'espace qui nous accueille et nous contient. C'est y trouver une place juste. Nous habitons le monde de manière inégalitaire, différenciée, parcellaire, compartimentée. Nous devrions l'habiter pleinement, car ce monde est nôtre (de manière indivisible). Notre appartenance y est première, biologique et ontologique. Les habitants de l'Eur-Amérique circulent sans entraves et peuvent se sentir partout chez eux sur cette planète. Pour tous les autres (Africains, Asiatiques, Sud-Américains), les frontières sont des murs d'arrêt, des zones de triage et de filtrage. Leur fonction première est désormais de protéger et de sécuriser des enclaves. Elles ne sont plus ces lieux que l'on franchit pour goûter la culture des autres. Seuls sont admis à les traverser ceux dont on estime qu'ils peuvent s'agréger au troupeau s'étant réservé les verts pâturages du globe.

L'anthropologie nous apprend que l'on se distingue des autres en établissant des limites. La démarcation, la limite, sont une nécessité pour l'identité mais aussi pour l'altérité; car marquer la différence, c'est aussi reconnaître l'autre. La frontière peut être une limite (naturelle ou juridico-administrative), mais également un lieu de double reconnaissance et de mise en relation. L'expérience qui en a été faite par les sociétés au cours de l'histoire humaine est diverse. Les frontières ont été des lieux de passage et de frayage autant que des limites délimitant des territoires et des espaces.

Les marqueurs topographiques (fleuves, montagnes, rivières) ne deviennent des frontières étatiques que par des choix politiques⁶. Autrement, ceux-ci peuvent

6 D'après Michel Foucher dans *Fronts et Frontières, Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1988, une frontière, qu'elle soit naturelle ou pas, est le résultat de négociations politiques. Une frontière naturelle ne devient juridico-administrative que lorsqu'elle offre des avantages stratégiques dans des dispositifs de contrôle (militaire, etc.). Il appelle à dépasser la dichotomie frontière artificielle et

être des lieux de circulation, de relations, d'échanges économiques et socio-culturels. Par ailleurs, les frontières sont aussi le résultat des usages des populations, de leurs pratiques spatiales et de leurs territorialités subjectives⁷.

Habiter le monde, c'est habiter pleinement ses géographies et pour cela pouvoir y circuler librement. Aussi, faire du monde le territoire et l'espace de circulation des femmes et des hommes est un choix politique que nous pouvons faire. La libre circulation des individus, si on y consentait, ne poserait pas tous les problèmes que l'on imagine. Bien sûr, les pôles de richesse seront attractifs et ceux qui en sont privés y convergeraient. Rien n'empêche cependant d'imaginer des mécanismes intelligents pour mieux répartir les richesses et

naturelle, car elles sont toutes le résultat de constructions politiques, sociales...

⁷ Caroline Roussy «La construction de la frontière Sénégal-Gambienne: Territoires, Territorialités, Identités (1850-1989)», Thèse d'Histoire contemporaine de l'Afrique. Université Paris I-Panthéon la Sorbonne, 2014.

les ressources, et veiller à une meilleure équité territoriale mondiale, en dotant tous les espaces de capacités en emploi, en éducation et santé, d'opportunités économiques, etc. Il s'agit tout simplement de travailler aux bonnes incitations afin que les zones à faible densité humaine puissent attirer des populations, car offrant elles aussi les conditions d'une vie décente et de qualité. Ceci est une exigence éthique majeure de notre époque, car les inégalités et les disparités économiques et sociales sont le fruit d'un système de production et de répartition des richesses structurellement élaboré pour profiter à une minorité d'individus au détriment du plus grand nombre. Désarticuler ce système, le démembrer et le reconstruire sur des bases plus équitables est une nécessité morale et civilisationnelle.

Les ressources de cette planète, ainsi que le patrimoine cognitif et culturel des sociétés, relèvent du bien commun; ce dernier est le fruit de toute l'expérience humaine. Le simple fait

d'appartenir à l'humanité devrait donner le droit d'y accéder. Les réflexions autour de l'idée de revenu minimum universel se fondent sur ce principe. Toute personne doit avoir accès à des ressources assurant sa dignité, du simple fait de son humanité. On pourrait ainsi songer à une gouvernance mondiale pour les questions liées aux conditions de base nécessaires à la vie: sécurité, santé, nourriture, éducation. C'est techniquement possible.

Les écrivains, les artistes et les penseurs habitent déjà le monde de manière sensible. Les scientifiques ont depuis fort longtemps créé une communauté mondiale et celle-ci est la garantie de leur fécondité. Les processus de cette dernière globalisation ont fait émerger des acteurs transnationaux qui, de façon différenciée et inégalitaire certes, font déjà monde. Un certain nombre d'activités humaines sont déterritorialisées et dématérialisées (les flux d'informations, les flux financiers...). Les risques climatiques et sanitaires ainsi que la plupart des questions sociétales

relèvent désormais de problématiques globales. Cependant, le traitement juridique et politique des grandes questions de notre époque est en décalage avec cette réalité, dont nous ne tirons pas assez les conséquences. En prenant la mesure de la dimension globale et transnationale de certaines questions, il est possible de les régir par un droit commun, différencié dans son application et prenant en compte le contexte local. On pourrait par exemple créer une citoyenneté mondiale qui reconnaîtrait les droits fondamentaux des individus et qui viendrait s'ajouter à leurs citoyennetés particulières. On pourrait également créer un statut juridique pour les migrants garantissant leurs droits fondamentaux et préservant ainsi leur dignité d'êtres humains.

L'humanité est une, mais plurielle. La politique est la mise en relation des hommes dans l'espace qu'ils partagent, ainsi que la gestion de la pluralité humaine. Vivre ne peut se faire qu'au milieu des Hommes, mais à condition d'y être reconnu et accepté par ces